



20, rue de la Gazelle
43000 Le Puy-en-Velay

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE – UDAF 43

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE – UDAF 43

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 12 Bd Philippe Jourde - 43000 LE PUY EN VELAY

SIREN : 779 145 770

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE – UDAF 43,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE – UDAF 43 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Puy-en-Velay, 17 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

Mazars Entrepreneurs

DocuSigned by:

1E62FC8DCBD540E...
Aurélie CHEVALIER
Sénior Manager

DocuSigned by:

6CCE7CBEF5064B7...
Raphaëlle FAURE
Associée

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE

ACTIF	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amort / Prov	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Autres	111 167	105 719	5 449	13 084
Immobilisations Corporelles				
Terrains	25 620		25 620	25 620
Constructions	763 615	558 763	204 852	241 648
Autres	281 107	214 311	66 796	75 700
Immobilisations Financières				
Participations	15		15	15
Autres titres immobilisés	291 637		291 637	273 951
Prêts	18 520		18 520	20 770
Autres	8 595		8 595	8 595
TOTAL 1	1 500 277	878 793	621 484	659 383
Actif Circulant				
Sotcks et en cours			-	
Avances et acomptes versés sur commandes			-	
Créances			-	
Créances redevables usagers et comptes rattachés	116 606		116 606	143 883
Autres	43 944		43 944	44 428
Valeurs mobilières de placement			-	-
Disponibilités	1 828 961		1 828 961	1 600 549
Charges constatées d'avance	7 523		7 523	7 260
TOTAL 3	1 997 034	-	1 997 034	1 796 120
TOTAL GENERAL	3 497 311	878 793	2 618 518	2 455 503

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	128 057	128 057
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires et réglementées		
Réserves réglementées	375 888	354 463
Autres réserves	719 757	691 746
Report à nouveau	- 22 427	- 17 686
Résultat de l'exercice		
Résultat de l'exercice	104 513	29 687
Résultats non affectés	16 417	13 801
Résultats sous contrôle tiers financeurs	- 44 485	- 26 861
Subventions d'investissement	3 431	7 979
Provisions réglementées	15 142	15 142
TOTAL 1	1 296 294	1 196 328
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	2 696	2 696
Provisions pour charges	335 291	323 590
TOTAL 3	337 987	326 286
Fonds dédiés	125 278	71 364
TOTAL 4	125 278	71 364
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 936	14 503
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	76 518	85 123
Dettes fiscales et sociales	540 869	539 573
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	201 259	186 493
Produits constatés d'avance	37 378	35 833
TOTAL 5	858 960	861 525
TOTAL GENERAL	2 618 518	2 455 503

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Ventes de biens		
Ventes de services (divers)	40 119	397 654
Ventes de biens et services	40 119	397 654
Dotations et produits de tarification	2 747 361	2 194 373
Subventions d'exploitation	532 118	471 548
Produits de tiers financeurs	3 279 478	2 665 922
Reprises sur prov. & amort., Transf. De charge	7 055	46 120
Utilisation des fonds dédiés	28 802	40 459
Autres produits	36 981	43 867
PRODUITS D'EXPLOITATION TOTAL 1	3 392 435	3 194 022
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		1 652
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	499 449	433 105
impôts, taxes et versement assimilés	219 335	197 392
Salaires et traitements	1 750 566	1 779 193
Charges sociales	645 674	622 008
Dotations aux amortissements	71 187	77 204
Autres charges	25 780	41 866
Dotations aux provisions	11 701	6 160
Dotations en fonds dédiés	82 716	48 640
Aides financières		
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL 2	3 306 409	3 207 219
RESULTAT D'EXPLOITATION	86 027	- 13 197
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Autres valeurs mobilières de placement		
Autres intérêts et produits assimilés	10 898	2 070
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Différence positives de change		
Produits net sur cession VMP		
PRODUITS FINANCIERS TOTAL 3	10 898	2 070
Charges financières		
Dotations aux amort., dépréciations et prov.		
Intérêts et charges assimilées	226	506
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions des VMP		
CHARGES FINANCIERES TOTAL 4	226	506
RESULTAT FINANCIER	10 672	1 564
Produits exceptionnels		
Sur opération de gestion	5 900	21 403
Sur opération en capital	4 548	20 726
Reprises sur provisions et transfert de charge		
Reprises de fonds dédiés		
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL 5	10 448	42 129
Charges exceptionnelles		
Sur opération de gestion	529	551
Sur opération en capital	-	-
Dotations sur provisions et transfert de charge	-	-
Dotations en fonds dédiés		
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL 6	529	551
RESULTAT EXCEPTIONNEL	9 919	41 578
Impôts sur les bénéfices	2 104	258
TOTAL PRODUITS	3 413 781	3 238 221
TOTAL CHARGES	3 309 267	3 208 534
EXCEDENT OU DEFICIT	104 513	29 687
Contributions volontaires en nature		
Contributions produits	34 612	33 625
Contributions charges	34 612	33 625

U.D.A.F. de la Haute-Loire

ANNEXE
aux COMPTES ANNUELS
(Tous services confondus)
arrêtés à la date du 31-12-2023

I. OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'Union Départementale des Associations Familiales de la Haute-Loire est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique. Elle a été créée le 20 novembre 1945, suite à une ordonnance du gouvernement provisoire. C'est un organisme semi-public qui représente officiellement l'ensemble des familles vivant en France, françaises et étrangères, auprès des pouvoirs publics.

L'UDAF c'est avant tout des bénévoles, des professionnels et des partenaires qui agissent ensemble pour représenter les familles. Ce pouvoir de représentation est traduit dans les quatre missions principales confiées aux UDAF :

- Désigner et proposer des représentants auprès des organismes départementaux ;
- Donner son avis aux pouvoirs publics ;
- Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ;
- Exercer au nom des familles toute action civile auprès des juridictions compétentes.

L'UDAF est aussi un réseau constitué de fédérations, de sections départementales et d'associations familiales qui ont leur siège dans le département.

Aujourd'hui, l'UDAF c'est 74 associations agréées et plus de 6 713 familles adhérentes.

II. NATURE ET PERIMETRE DES MISSIONS REALISEES

Service protection juridique des majeurs (MJPM) :

Dans le cadre de sa mission de défense des intérêts de la famille, l'UDAF Haute-Loire assure la gestion des mesures de protection des majeurs, confiées par le Juge des Tutelles dans le respect de l'autonomie, des capacités, de l'intégrité et de la liberté de la personne accompagnée.

Pour mettre en œuvre la protection de la personne et/ou de ses biens, le pôle dispose des compétences pluridisciplinaires de mandataires judiciaires à la protection juridique, de délégués aux prestations familiales de formations diversifiées et complémentaires, de juristes, ainsi que des assistantes tutélaires et de secrétaires.

Le financement du service est obtenu en partie auprès des majeurs protégés qui participent à l'exercice de leur mesure et dans une plus grande proportion auprès de l'Etat, qui vient combler le financement, par le biais d'une dotation globale, et enfin de manière minime par le Conseil Départemental.

Service d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF) :

La Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF) est une mesure inscrite dans le champ de l'assistance éducative, ordonnée par le Juge des Enfants. Elle est ordonnée quand les prestations sociales (allocations familiales, prestations l'accueil du jeune enfant, allocation d'éducation de l'enfant handicapé, allocation de rentrée scolaire, bourses d'étude, aides financières de l'Aide Sociale à l'Enfance, ...) et le

RSA servi aux personnes isolées ne sont pas employés pour les besoins liés au logement, à l'entretien, à la santé et à l'éducation des enfants.

Le Juge des Enfants peut ordonner que les prestations soient, en tout ou partie, versées à une personne physique ou morale qualifiée, dite « délégué aux prestations familiales ». Cette prise en charge individualisée présente la spécificité d'être conçue dans l'intérêt des enfants mais exercée en direction des parents. Le Délégué aux Prestations Familiales dispose d'un vaste champ d'intervention puisqu'au travers de la gestion directe des prestations familiales il permet de garantir les conditions de vie matérielles des enfants. Les bénéfices pour les parents sont multiples : un soutien actif pour surmonter leurs difficultés financières, une réappropriation de leurs responsabilités parentales et un retour à l'autonomie.

Cette mission est financée par la Caisse d'Allocations Familiales sous contrôle de l'Etat.

Information et soutien aux tuteurs familiaux (ISTF) :

La loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs réaffirme le principe de priorité familiale dans l'exercice des mesures de protection juridique. Elle instaure la nécessité d'informer et de soutenir les personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs. Ceux-ci sont portés dans chaque département par un service l'accueil, d'écoute, d'information et d'orientation entièrement gratuit et ouvert à tous. Le service informe et apporte une réponse individualisée, avec un soutien et aide technique, propose une mise à disposition d'outils facilitant, au quotidien, l'exercice de leur mission, et offre des temps d'échange par le biais de diverses manifestations (café des tuteurs familiaux et ateliers notamment).

Cette action est financée par l'Etat.

Mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) :

La Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) est une mesure administrative qui a pour but de permettre à toute personne majeure percevant des prestations sociales et dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés chroniques qu'elle éprouve à gérer ses ressources, de retrouver l'autonomie en la matière. Elle comporte une aide à la gestion de ses prestations sociales et un accompagnement social individualisé, le tout financé par le Conseil Départemental.

Parrainage de proximité :

Le parrainage de proximité offre à un mineur isolé sur le territoire national, ayant fui son pays natal pour des raisons politiques, familiales ou humanitaires, la possibilité de se construire un lien affectif privilégié avec un adulte ou une famille de Haute-Loire. Fondé sur des valeurs d'échange, de réciprocité, d'enrichissement mutuel et sur la confiance, le parrainage prend la forme de temps partagés, selon une fréquence et un calendrier définis librement entre le filleul et le parrain. Cette action a lieu en partenariat avec les référents ASE et DAMIE. Cette action est financée par le biais d'une convention signée avec le Conseil Départemental et France Parrainages depuis 2019.

Mission parentalité :

Mandatée par la Caisse d'Allocations Familiales, le Conseil Départemental et de la MSA, l'UDAF anime depuis 2019 le réseau parentalité du département. Baptisé Côté Parents, ce réseau regroupe plus de 200 structures et associations de Haute-Loire qui travaillent ensemble autour de projets communs pour répondre au mieux aux besoins des futurs parents, parents de jeunes enfants, ou encore parents d'adolescents. Cette convention a été renouvelée en 2022 pour une période de trois ans. Cette mission d'animation des actions de soutien à la fonction parentale, permet de favoriser la mise en réseau et d'accompagner les projets de territoires, et de faciliter les actions de développement des compétences des acteurs du réseau.

Point conseil budget (PCB) et micro crédit social personnalisé :

Les Points conseil budget figurent parmi les mesures clés de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. 500 Points Conseil Budget (PCB) sont désormais installés sur l'ensemble du territoire français. Aujourd'hui, 93 Udaf sont officiellement labellisées, et elles portent 226 des 500 PCB de France. Le réseau Unaf-Udaf est ainsi le premier réseau de Points conseil budget. En Haute-Loire, l'UDAF a obtenu 2 labels, signe de la reconnaissance de son expertise en matière d'accompagnement budgétaire depuis plusieurs années.

Le Point Conseil Budget offre un service gratuit et confidentiel, financé par l'Etat, la convention pluriannuelle d'objectifs de l'UNAF et Action Logement, à destination de tous les habitants du département confrontés à une situation personnelle délicate (baisse d'activité, perte d'emploi, séparation ou encore maladie ...) engendrant un déséquilibre de leur budget. Le service permet également d'agir en prévention et propose des actions collectives également.

Plateforme de répit des aidants auprès de personnes en situation de handicap (PFR 43) :

En juin 2022, L'UDAF et l'ADAPEI 43, en partenariat, ont été retenues pour piloter cette nouvelle plateforme sur l'ensemble du département de la Haute-Loire. La Plateforme de Répit des aidants (PFR 43), est un service gratuit et confidentiel, qui s'adresse à tous les aidants de la Haute-Loire de personnes en situation de handicap. Cette nouvelle action vise à accompagner et soutenir les aidants, partout dans le département, avec un accompagnement individuel sur mesure et des actions collectives. Ceci implique un grand travail de partenariat et communication pour faire connaître ce nouveau service. Cette nouvelle mission est financée par l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Lieu Ressources Parents :

En extension de la mission animation parentalité, la CAF et Conseil Départemental ont confié la création et développement d'un lieu ressources parents et Point Relais CAF au sein des locaux de Côté Parents au Puy-en-Velay. Cette mission est également financée par convention pluriannuelle d'objectifs de l'UNAF. Côté Parents a pour but de renforcer l'accès à l'information des parents, sur place, par e-mail ou par téléphone. Cette action englobe des permanences, actions collectives et individuels avec de nombreuses structures, notamment l'Association Justice et Partage avec un Espace Rencontre Protégé.

III. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Pour le service en charge de l'exercice de mesures judiciaires en matière de protection des majeurs (MJPM), le nombre de mesures de protection exercées à fin 2023 a connu une diminution par rapport à l'année 2022, et s'élève à 951 mesures. Ceci s'expliquant notamment par un nombre élevé de décès constaté sur l'exercice ainsi que par des difficultés de recrutement de mandataire social ayant eu pour effet de freiner les attributions de mesures par le tribunal.
- Pour le service en charge de l'exercice de mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF), le niveau d'activité au 31 décembre 2023 a connu une baisse par rapport à l'année précédente et s'élève à 116 mesures exercées.
- Pour le service Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP), le niveau d'activité s'est stabilisé pendant l'année 2023 à hauteur de 15 mesures d'accompagnement.
- Pour le service Institution Familiale, l'ensemble des actions du pôle se sont poursuivies et certaines d'entre elles ont bénéficié de revalorisations financières. A noter que l'action relative au Lieu Ressources Parents, débutée fin 2022, a bénéficié d'un effet « année pleine » concernant son financement.

IV. FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

A la date d'arrêté des comptes des Etats financiers 2023, la direction n'a pas connaissance d'incertitude significative qui remette en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

V. PRINCIPES, REGLES et METHODES COMPTABLES

Les Etats financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêts du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

L'association a arrêté ses comptes en respectant les principes du règlement **ANC n°2014-03** relatif à la réécriture du plan comptable général.

L'annexe est établie conformément aux dispositions du règlement **ANC N°2018-06** relatif au plan comptable général du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08 et au Règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Conformément au plan comptable associatif, les produits de la participation des usagers sont dorénavant comptabilisés sur la ligne de compte 734000. Ces produits apparaissent donc sur une ligne différente du compte de résultat (dotations et produits de tarification).

VI. NOTES SUR LE BILANa) Bilan Actif➤ Amortissements des immobilisations pour dépréciation :

	Mode d'amortissement	Durée moyenne (matériel neuf)
Constructions	Linéaire	10 à 30 ans
Agencements	Linéaire	3 à 10 ans
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Matériels informatiques	Linéaire	3 à 4 ans
Matériels de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

➤ Immobilisations financières :

Le poste 'Immobilisations financières' inclut notamment la valorisation de parts de FCP, figurant dans un compte titres géré par un établissement financier. Ces titres immobilisés représentent la contrepartie financière des droits des salariés inscrits dans un C.E.T. (Compte Epargne Temps). Ils peuvent être cédés seulement à l'occasion de demandes de déblocage de fonds de la part des salariés, dans les cas limitativement prévus par la réglementation. Ces FCP ne peuvent être utilisés pour un usage autre que le paiement de droits affectés au C.E.T.

Ces parts de FCP figurent à l'actif au 31.12.2023 pour un montant de 92 592,11 €.

➤ Actif circulant - Classement par échéance :

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an, sauf les prêts aux organismes dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction, et les dépôts ou cautionnements (détail dans le tableau de l'état des créances et dettes).

➤ Actif circulant - Note sur les comptes de tiers :

Certaines opérations, relativement peu nombreuses, transitent par des comptes bancaires techniques dont l'UDAF est titulaire, pour pallier des contraintes particulières de fonctionnement. C'est le cas notamment du fait de l'absence de chèquiers rattachés aux comptes bancaires de gestion des majeurs protégés, ou concernant les sommes en attente d'une autorisation du Juge pour contractualiser un placement. Ces comptes bancaires techniques ne sont pas la source de revenus financiers.

Au 31.12.2023, les soldes de tous les comptes bancaires techniques sur lesquels ces sommes transitent momentanément s'élevaient à 20 038,23 €.

L'UDAF de la Haute-Loire est la personne morale titulaire de ces comptes, et leurs soldes sont donc intégrés aux bilans respectifs des services concernés de l'UDAF, à la rubrique « Disponibilités ».

Dans cette rubrique « Disponibilités », un montant de 126 991,60 € est également inclus. Celui-ci représente l'ensemble des soldes au 31.12.2023 des comptes bancaires UDAF relatifs à la gestion de fonds pour le compte du Conseil Départemental de la Haute-Loire (Fonds d'aide aux Jeunes, Fonds RSA...)

D'autre part et pour information, l'UDAF gère des comptes courants individuels et des contrats de placements (livrets d'épargne, épargne logement, comptes à terme, assurances vie...) appartenant aux personnes accompagnées par l'UDAF, essentiellement dans le périmètre du service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs. Le montant global de ces avoirs financiers à la date du 31.12.2023 est évalué à 46,7 millions d'euros.

A ce sujet, il est précisé que l'UDAF de la Haute-Loire n'étant pas titulaire de ces comptes et contrats, les soldes ou avoirs correspondants ne figurent donc pas à son bilan.

b) Bilan Passif➤ Provisions pour Risques et Charges :

Cette rubrique correspond essentiellement à la provision destinée à couvrir le coût, charges sociales employeur incluses, de l'indemnité de départ à la retraite des salariés prévue par la convention collective, soit 320 290,50 €. Fin 2023, la variation nette du montant de cette provision a été de +11 700,93 €, compte tenu de l'évolution de la structure de l'effectif des salariés depuis la fin de l'exercice précédent.

➤ Dettes sociales et fiscales

Sur un montant global de ce poste au 31.12.2023 de 540 868,87 €, un montant de 112 567,48 € y figure au titre des droits des salariés inscrits dans un C.E.T. (Compte Epargne Temps).

➤ Autres dettes :

Toutes les dettes, autres que financières, sont inférieures à un an.

La rubrique « Autres dettes » comporte un montant de 20 097,26 € concernant des fonds en dépôt temporaire sur des comptes bancaires de l'UDAF, mais appartenant à des personnes concernées par diverses catégories de mesures de protection ou d'accompagnement.

Un montant de 127 516,60 € concernant des fonds gérés pour le Conseil Départemental de la Haute-Loire (Fonds d'aide aux Jeunes, Fonds RSA...) figure également dans la rubrique « Autres dettes ».

VII. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

a) Détail activité des services

En 2023, l'UDAF de la Haute-Loire a réalisé au travers de ses différents services, un résultat global positif de + 104 513,29 €.

Les éléments significatifs des services sont détaillés ci-après.

- L'activité du service '**MJPM / Majeurs protégés**' aboutit à un chiffre de 951 mesures (28 sauvegardes, 37 curatelles simples, 603 curatelles renforcées et 283 tutelles) en fin d'exercice. Les comptes 2023 font ressortir un excédent d'environ +58 k€, représentant 2,6% du total des charges de l'année. La dotation annuelle globale de l'Etat progresse de +172 k€ par rapport à l'année passée avec une part de crédits non reconductibles en hausse (92 k€ en 2023 vs 48 k€ en 2022). Ainsi le montant du financement pérenne s'élève à 1 778 k€, en hausse de +128 k€ en comparaison à l'exercice 2022. Cette évolution s'explique essentiellement par l'effet « année pleine » des revalorisations salariales intervenues durant l'année 2022 (indemnité Laforcade à partir du mois d'avril et la hausse de la valeur du point à compter de juillet 2022).
- Concernant le service '**DPF-MJAGBF**', le nombre de mesures confiées à l'UDAF reste également stable à hauteur 116 mesures à fin 2023. Le résultat comptable de l'année est un excédent de +2 k€, (sur un « total charges » de 522 k€).
- Le service '**INSTITUTION**' a dégagé, en 2023 un excédent de +46 k€, pour des recettes annuelles de 533 k€. Ces dernières ont augmenté de +53 k€ par rapport à l'exercice 2022 en lien avec l'effet année pleine du financement de l'action Lieu Ressources Parents et la revalorisation financière de certaines actions.
- Le service '**MASP / Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé**' (financement par le Conseil Départemental de la Haute-Loire), a vu l'exercice 2023 se terminer avec un déficit (-1,7 k€) s'expliquant par l'augmentation des rémunérations des personnels exerçant ces mesures sans modification concomitante du financement (indemnité Laforcade à partir du mois d'avril et la hausse de la valeur du point à compter de juillet 2022).
- Enfin, la gestion du service '**ISTF / Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux**' fait apparaître un résultat comptable à l'équilibre pour un montant total de recettes de 27 k€.

b) Contributions volontaires en nature

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les contributions volontaires en nature au sein de l'UDAF de Haute-Loire sont composées des contributions en travail (bénévolat, mise à disposition de personnes).

Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. L'UDAF a établi un récapitulatif des heures de bénévolat par bénévole, et ce récapitulatif imprimé en deux exemplaires a été signé par la Présidente de l'UDAF et par le bénévole concerné. Un exemplaire par bénévole est conservé à l'UDAF.

Le nombre d'heures de travail effectué par les bénévoles de l'UDAF sur l'exercice 2023 est de : 2 003 heures.

Conformément aux préconisations de l'UNAF, nous avons valorisé ces heures avec la valeur du SMIC horaire au 31/12/2023, soit : 11,52 € de l'heure.

Le taux de charges sociales utilisé est celui observé sur l'exercice : 50,00%.

Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2023 est de : 34 611,84 €.

Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat.

VIII. TABLEAUX

- Etat synthétique de l'actif immobilisé

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	(a)	(b)	(c)	(a)+(b)+(c)
Immobilisations incorporelles	110 192	975		111 167
<i>Dont Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>110 192</i>	<i>975</i>		<i>111 167</i>
Immobilisations corporelles	1 053 466	16 876	-	1 070 342
<i>Dont Constructions et aménagements sur sol propre</i>	<i>788 713</i>	<i>522</i>		<i>789 235</i>
<i>Dont Autres immobilisations corporelles</i>	<i>264 753</i>	<i>16 354</i>		<i>281 107</i>
Immobilisations financières	303 332	17 686	2 250	318 768
TOTAL	1 466 989	35 538	2 250	1 500 277

- Etat des amortissements & dépréciations

		Amortissements cumulés au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés à la clôture
Amortissements des immobilisations incorporelles		(a)	(b)	(c)	(a)+(b)+(c)
2801	Frais d'établissement	-	-	-	-
2803	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
2806	Droit au bail	-	-	-	-
2808	Autres immobilisations incorporelles	97 108	8 610	-	105 719
		-	-	-	-

Amortissements des immobilisations corporelles

2811	Terrains	-	-	-	-
2812	Agencements et aménagements des terrains	-	-	-	-
2813	Constructions sur sol propre	521 445	37 318	-	558 763
2814	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
2815	Installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-
2818	Autres immobilisations corporelles	189 053	25 259	-	214 312
	<i>dont : Matériel de transport</i>	-	-	-	-
	<i>Matériel de bureau, informatique, mobilier</i>	147 463	25 259	-	172 721
TOTAL GENERAL		807 606	71 187	-	878 794

- Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture	Affectation du résultat 2021	Affectation du résultat 2022	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
102100 - Fonds propres sans droit de reprise	128 057					128 057
Fonds associatifs sans droit de reprise	128 057	-	-	-	-	128 057
106820 - Excédents affectés à l'investissement	211 828	7 575				219 403
106855 - Excédent affect. couverture BFR	-					-
106856 - Rés. compensation des déficits	82 479					82 479
106857 - Rés. compensation charaes d'investis.	60 156	13 850				74 006
106866 - Réserves compensation déficits exploit.	-					-
Réserves réglementées	354 463	21 425	-	-	-	375 888
106880 - Réserves projets associatifs	691 746		28 011			719 757
Autres réserves	691 746	-	28 011	-	-	719 757
110000 - Report à nouveau	92 323					92 323
110600 - Report à nouveau	-					-
114100 - Dépenses refusées	-					-
119000 - RAN débiteurs	- 110 009	-	1 546			- 111 555
Report à nouveau	- 17 686	-	1 546	-	-	- 19 232
115012 - RAN créateur activités ESMS	36 535					36 535
115101 - RAN affectés à la réduction des charges d'exploitation	29 898	7 209				37 106
115902 - RAN débiteur activités ESMS	- 48 900					- 48 900
115912 - Dépenses rejetées activ. ESMS	- 4 096					- 4 096
115922 - Dépenses pour CP	28 943	- 24 833				4 111
115923 - Autres droits acquis par les salariés IDR	- 69 242					- 69 242
Résultat sous contrôle	- 26 861	- 17 624	-	-	-	- 44 486
Résultat de l'exercice	29 686		- 29 686	104 513		104 513
Résultats non affectés	13 801	- 3 801	3 221			13 221
Subvention d'investissement	7 979				- 4 548	3 431
Provision réglementées	15 142					15 142
Total	1 196 327	0	0	104 513	- 4 548	1 296 292

- Tableau de variation des fonds dédiés

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice A-B+C
F. dédiés ISTF		25 000	25 000	27 345	27 345
F. dédiés DGF		27 679	3 802	43 371	67 248
F. dédiés Atelier parentalité		4 500			4 500
F. dédiés Sécurité routière		1 000			1 000
F. dédiés MNA		2 184			2 184
F. dédiés Cohésion sociale		1 000			1 000
F. dédiés PFR		10 000		10 000	20 000
F. dédiés FDVA		-	-	2 000	2 000
Total		71 364	28 802	82 716	125 278

- Etat des provisions

	Solde au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la fin d'exercice
	(a)	(b)	(c)	(a)+(b)-(c)
Provisions destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement				-
Provisions pour investissement				-
Amortissements dérogatoires				-
Autres provisions réglementées	15 142			15 142
Provisions réglementées	15 142	-	-	15 142
Provisions pour risques	2 696			2 696
Provisions pour pensions et obligations similaires	308 590	11 705	4	320 291
Autres provisions pour charges	15 000			15 000
Provisions pour risques et charges	326 286	11 705	4	337 987
Dépréciation des immobilisations				-
Dépréciation des stocks et encours				-
Dépréciation des comptes de tiers				-
Dépréciation des comptes financiers				-
Provisions pour dépréciation	-	-	-	-
Total provisions	341 428	11 705	4	353 129

- Etat des échéances des créances & dettes à la clôture

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Échéances	
		à moins 1 an	à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-		-
Prêts (1)	18 520		18 520
Autres	8 595		8 595
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	116 606	116 606	
Personnel et Comptes rattachés	42 184	42 184	
Autres	621	621	
Charges constatées d'avance	7 523	7 523	
TOTAL	194 049	166 934	27 115
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-		
Prêts récupérés en cours d'exercice	-		

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		à moins 1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	-	-		
- à plus de 2 ans à l'origine	2 936	2 936	-	
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	75 379	75 379		
Dettes fiscales et sociales	540 869	428 301		112 567
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (3)	201 259	201 259		
Produits constatés d'avance	37 378	37 378		
TOTAL	857 820	745 253	-	112 567
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	11 567			

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

- Montant des engagements financiers (emprunts)

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dettes en fin d'exercice		Remboursement du capital de l'exercice	Montant des intérêts de l'exercice
					Capital	Intérêts		
CAISSE D'EPARGNE	21/01/2014	10	2,45%	104 500	2 936	13	11 567	226
TOTAL				104 500	2 936	13	11 567	226

- Charges & produits exceptionnels

	Charges	Produits
Produits exceptionnels sur opérations de gestion - régularisations		5 900
Quote part des subventions d'investissement virées au résultat		4 548
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	529	
Total	529	10 448

- Effectifs

Catégorie	Temps plein	Temps partiel		Total	
	Nombre d'agents	Nombre d'agents	Nombre d'équivalents temps plein	Nombre d'agents	Nombre d'équivalents temps plein
Cadres	4	1	0,8	5	4,8
Techniciens	16	22	16,6	38	32,6
Employés	5	8	6,0	13	11,0
Ouvriers	-	-	-	-	-
Total général	25	31	23,4	56	48,4

Les effectifs ci-dessus ne comprennent pas les CDD de remplacement, qui sont au nombre de 1 à la clôture 2023

- Information sur les rémunérations

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations brutes pour l'exercice clos le 31/12/2023 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 186 339,95 Euros.